

## ELECTIONS EUROPÉENNES :

### CINQ RÉFLEXIONS POUR SUSCITER LE DÉBAT

GAËTANE RICARD-NIHOUL  
JUN 2009

**GAËTANE RICARD-NIHOUL** EST SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE *NOTRE EUROPE*. DOCTEUR EN POLITIQUE EUROPÉENNE DE L'UNIVERSITÉ D'OXFORD, ELLE S'EST SPÉCIALISÉE DANS LES QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL DE L'UNION. ELLE A NOTAMMENT PARTICIPÉ, EN TANT QUE CONSEILLÈRE DE LA VICE-PREMIÈRE MINISTRE BELGE, AU CONSEIL EUROPÉEN DE NICE ET À LA PRÉPARATION DE LA DÉCLARATION DE LAEKEN. ELLE EST L'AUTEUR DE NOMBREUX TRAVAUX DE *NOTRE EUROPE*, ET NOTAMMENT LES ÉTUDES «LE NON FRANÇAIS DU 29 MAI: COMPRENDRE, AGIR» ET «RÉVISER LES TRAITÉS EUROPÉENS: LE MOMENT CONVENTION».

## 1. Se résigner à l'abstention ?

La moyenne de la participation dans l'UE pour ces élections de juin 2009 a été évaluée à 43,2%. Elle était de 45,5 % en 2004 et 62% en 1979. Le paradoxe des élections européennes continue : la participation dans l'UE diminue à chaque scrutin depuis 30 ans alors que parallèlement le Parlement européen voit ses compétences augmenter de manière considérable. Déjà grand gagnant des Traités de Maastricht, Nice et Amsterdam, il deviendra, si le Traité de Lisbonne est ratifié, co-législateur avec le Conseil dans la grande majorité des domaines d'intervention de l'Union et aura un pouvoir de blocage étendu à l'ensemble des négociations budgétaires. Les analyses qui ont précédé les élections mettaient déjà en avant le risque d'une montée de l'abstention et l'expliquaient par le manque d'intérêt, lui-même lié au sentiment que le vote n'aura pas d'impact d'une part et au manque de connaissance et de compréhension du Parlement européen d'autre part.<sup>1</sup>

*Notre Europe* qui préconise depuis 1998 que chaque famille politique européenne désigne un candidat pour le poste de Président de la Commission et que ces personnalités débattent entre elles, doit à nouveau constater au lendemain des élections que le système des partis européens actuel n'a pas réussi à produire cette confrontation entre projets et candidats européens. Celle-ci aurait été pourtant très utile pour rendre les alternatives politiques plus lisibles pour le citoyen et européeniser les enjeux. En dehors du Parti Populaire Européen (PPE) qui avait annoncé soutenir la reconduction de M. Barroso et du Parti Démocrate Européen (PDE) qui a proposé plus tard dans la campagne les candidatures de MM. Verhofstadt et Monti, les autres partis européens n'ont pas souhaité (Verts et Libéraux – les Verts se contentant d'une campagne anti-Barroso) ou réussi à (Socialistes, notamment du fait du soutien de trois gouvernements socialistes au

<sup>1</sup> Pour plus de détails sur ce paradoxe, voir le Bref de G. Ricard-Nihoul : « *Elections européennes 2009: acteurs, enjeux et alternatives* » sur [www.notre-europe.eu](http://www.notre-europe.eu).

renouvellement de Barroso) désigner un candidat. Si l'on peut en partie se réjouir de l'avancée de cette idée depuis 1998, on ne peut que regretter qu'elle n'ait pu une fois de plus être mise en œuvre au vu de la montée de l'abstention.

Bien sûr, le tableau n'est pas d'un noir absolu. La participation augmente dans 8 Etats membres et se stabilise dans 7. Mais l'augmentation ou le maintien du taux part d'un niveau 2004 assez voire très bas dans certains cas. La participation en hausse dans deux pays scandinaves où l'opinion publique semble être plus favorable à l'intégration européenne depuis quelques années est intéressante (59,52 contre 47,89 en 2004 au Danemark ; 43,8 contre 37,85 en 2004 en Suède). Le taux de participation a également légèrement augmenté en Autriche (45,34 contre 42,43 en 2004) et de manière significative dans deux pays baltes et en Bulgarie (52,56 contre 41,34 en Lettonie ; 43,9 contre 26,83 en 2004 en Estonie ; 38,9 contre 29,22 en 2007 en Bulgarie). Une plus forte participation a été aussi enregistrée en Pologne, et en Slovaquie mais le niveau reste insatisfaisant (24,53 contre 20,27 en 2004 en Pologne ; 19,64 contre 16,97 en 2004 en Slovaquie).

De même, dans les pays où la participation est similaire au niveau de 2004, il faut distinguer les pays où le taux est traditionnellement élevé comme la Belgique (90) ou le Luxembourg (91)<sup>2</sup> et d'autres qui se maintiennent en dessous de 50% comme l'Espagne (46), l'Allemagne (43), la Finlande (40), la République tchèque (28), la Slovénie (28). Huit pays connaissent une légère baisse par rapport au niveau de 2004, mais de manière à nouveau assez contrastée. Cette légère baisse concerne en effet des pays à forte participation (78,81 contre 82,39 en 2004 à Malte ; 66,46 contre 71,72 en 2004 en Italie et 57,6 contre 58,58 en 2004 en Irlande), et des Etats où

<sup>2</sup> Le vote est obligatoire dans ces deux pays.

le taux varie autour de 30/40%<sup>3</sup>. Enfin, trois pays ont connu une importante diminution par rapport au niveau de 2004 : la Lituanie (20,92 contre 48,38 en 2004 mais l'élection de 2004 avait été couplée avec le 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle), la Grèce (52,63 contre 63,22 en 2004), Chypre (59,4 contre 72,5 en 2004), malgré le vote obligatoire dans ces deux derniers Etats (mais sans sanction du gouvernement).

Si on peut donc nuancer l'analyse, il n'en reste pas moins que 18 pays, soit deux tiers des Etats membres connaissent des taux de participation en dessous de 50%. Par ailleurs, l'augmentation de la participation est parfois aidée par l'organisation d'un autre scrutin le même jour que les européennes, par exemple le référendum sur l'ordre d'accession au trône au Danemark ou des élections locales en Lettonie et en Irlande. Au bout de 7 élections directes du Parlement européen, la tentation de la résignation est grande. Il est vrai qu'après tout, le Président comme le Congrès américains ont déjà été élus avec seulement 40% de participation. On entend également dire que le pouvoir européen du fait de son éloignement ne pourra jamais mobiliser les foules, qui plus est dans un contexte de désenchantement démocratique plus général dont souffre aussi le niveau national.

L'élection d'Obama est pourtant venue démentir la comparaison américaine et les référendums sont la preuve qu'un enjeu européen peut mobiliser. Par ailleurs, l'analyse qui met en avant une crise plus large de la démocratie, pourtant fondée à certains égards, prend du plomb dans l'aile lorsqu'on fait un bref aperçu des taux de participation aux dernières élections législatives dans les Etats membres. En effet, la plupart du temps, les taux varient entre 55 et 85% de participation. A titre d'illustration, 53% de Polonais et 60,2% de Français ont participé aux élections législatives de 2007 ; 64,5% de Tchèques et 80,4% de Hollandais en 2006.

<sup>3</sup> 40,48 contre 42,76 en 2004 en France ; 37,03 contre 38,6 en 2004 au Portugal ; 36,5 contre 39,26 en 2004 aux Pays-Bas ; 36,29 contre 38,5 en 2004 en Hongrie ; 34,48 contre 38,52 en 2004 au Royaume Uni ; 27,4 contre 29,47 en 2004 en Roumanie

Il nous faut donc être lucides : l'abstention pour les élections de représentants à un niveau de pouvoir plus lointain et relativement neuf peut se comprendre dans une certaine mesure mais la baisse de la participation sur les 30 dernières années d'élections doit être vue comme un échec de la construction européenne. Tout doit être mis en œuvre dès aujourd'hui pour que la tendance soit inversée lors des élections de 2014. Les propositions visant à européeniser les élections comme celle d'une confrontation entre les candidats à la présidence de la Commission évoquée ci-dessus ou encore la possibilité de listes transnationales sont bien sûr fondamentales. Mais beaucoup doit aussi être fait au niveau national et local pour que le débat européen reste vivant en dehors des périodes référendaires ou – dans une moindre mesure – électorales.

Les responsables politiques nationaux doivent assumer et expliquer les décisions prises à Bruxelles afin que les médias se saisissent plus souvent des questions européennes. Le Parlement national doit jouer un plus grand rôle, notamment en se saisissant de manière constructive des nouveaux pouvoirs que lui confèreraient le Traité de Lisbonne s'il est ratifié. Le citoyen doit aussi avoir la possibilité d'expérimenter concrètement la construction européenne par la mobilité (et les politiques linguistiques et éducatives 'd'accompagnement' de cette mobilité) et avoir l'opportunité de prendre part à des exercices de démocratie participative. Des efforts pour l'apprentissage de la citoyenneté à tous les niveaux doivent être faits dans les écoles. La prochaine législature européenne aura parmi ses grands enjeux celui de la révision du budget européen. Il est temps de donner de la chair et des moyens à tous ces vœux pieux et d'arrêter de penser que la légitimité du projet européen viendra 'naturellement' des résultats ou 'outputs' qu'elle produit. La légitimité par les 'inputs' à savoir par l'éducation et l'association des citoyens en amont des décisions est fondamentale.

L'enjeu ne relève pas seulement d'une conception élevée de la démocratie que tous devraient partager. Il en va aujourd'hui de la survie de l'ambition du projet européen car si les citoyens n'ont pas le sentiment de pouvoir peser sur le cours du projet européen à l'occasion des élections du Parlement, ils s'exprimeront par le biais des référendums constitutionnels, dont l'issue négative devrait bien plus inquiéter les Chefs d'Etat et de Gouvernement – qui affirment vouloir promouvoir le rôle UE dans le monde - que le fait d'augmenter la contribution du PIB des Etats membres au budget de l'Union au-delà du niveau actuel de 1% ou de créer une nouvelle ressource propre pour l'UE.

## 2. Victoire de la droite ou statu quo?

Au lendemain d'élections européennes transformées une fois de plus en 27 élections nationales, il n'est pas surprenant de voir que les analyses et commentaires sur les résultats européens soient avant tout le fruit d'extrapolations et au mieux de juxtapositions de regards nationaux. On entend donc dire notamment que les mauvais scores des partis socialistes nationaux sont le reflet du déclin de la social-démocratie en Europe, qui perdrait irrémédiablement du terrain par rapport à la droite conservatrice ou libérale. Cette analyse est bien sûr en grande partie fondée. L'ampleur de la réduction du groupe socialiste au Parlement européen a surpris. En effet, une étude publiée en avril 2009 avait annoncé que le PPE resterait le premier groupe du Parlement européen mais que les socialistes augmenteraient également légèrement leur position.<sup>4</sup> On peut d'ailleurs légitimement se demander pourquoi la crise et la perspective de ses conséquences sociales durables n'ont pas créé une opportunité politique pour les partis socialistes de faire valoir leur conception régulatrice de l'économie de marché.

<sup>4</sup> L'étude Burson Marsteller avait prédit que le PPE-DE obtiendrait approximativement 249 sièges, alors que le groupe Socialiste aurait dû gagner 209 sièges, augmentant son poids dans l'hémicycle de 27 % à 28 %.

Cependant, comme toute réaction à chaud, cette analyse nécessite d'être nuancée. Tout d'abord, ce n'est pas une vague bleue qui vient déferler sur le Parlement européen mais plutôt un maintien de la majorité relative du groupe du PPE sur l'assemblée, dont il bénéficie depuis les élections de 1999 (le groupe socialiste le devançant lors des élections précédentes). Crédité de 263 sièges sur 736, il est même en légère baisse en termes de pourcentage (soit 35,7%, contre 36,7% pour 284 députés sur 785 dans le Parlement sortant). Le groupe du parti populaire européen verra également son alliance avec les conservateurs britanniques prendre fin dans la prochaine assemblée puisque ceux-ci ont annoncé vouloir constituer un nouveau groupe avec l'ODS tchèque et le parti Droit et Justice polonais.

Deuxièmement, si la baisse au sein du groupe socialiste est indéniable (162 sièges<sup>5</sup> sur 736 contre 215 sur 785 précédemment, soit une baisse de 27,6% à 22%), il faut quand même souligner le fait que ce sont, dans de nombreux cas, des partis de gouvernement qui sont sanctionnés (majoritaires au Royaume-Uni, en Espagne, au Portugal, en Bulgarie et en Hongrie ; de coalition en Allemagne, aux Pays-Bas, en Autriche, en Belgique, en Estonie et en Slovaquie). S'il est bien sûr tout à fait erroné de réduire la signification de ces votes à la seule expression d'une sanction, il est également honnête de reconnaître que ces gouvernements ont dû faire face, parfois de manière brutale comme dans le cas de la Hongrie, à une crise sans précédent. Lorsqu'ils sont dans l'opposition, les partis socio-démocrates s'en sortent mieux. On a beaucoup cité les cas de la Suède, du Danemark et de la Grèce mais il faut sans doute mentionner aussi la République tchèque où les socio-démocrates sont passés de 2 à 7 députés européens, l'Irlande où le Labour aura 3 sièges au lieu d'un seul en 2004 ou encore Malte où l'opposition travailliste a fait un score de 54%.

<sup>5</sup> Chiffre qui pourrait augmenter si plus de membres du parti démocrate italien rejoignent ses rangs.

Au gouvernement, le PSD roumain et le SMER slovaque, qui fourniront des députés au PSE (même si le SMER est un parti contesté dans la famille socialiste et a fait l'objet d'une suspension pour ses alliances avec les nationalistes) ont fait les meilleurs scores. Enfin, d'autres partis dans l'opposition n'ont pas totalement démerité même s'ils n'ont pas été les premiers : le parti démocrate italien (mais dont les membres siègent actuellement aussi bien au PSE qu'à l'ALDE) s'en sont effectivement sorti avec un score honorable de 26 %, le parti socio-démocrate lituanien a fait mieux qu'en 2004 (18,62 % au lieu de 14,4%), l'alliance démocratique de gauche en Pologne a également augmenté son score de 2004 (12,33% et 7 députés contre 9, 35 et 5 députés, en devançant les extrémistes de la Ligue des Familles, qui connaît une débâcle par rapport à 2004) et les socio-démocrates luxembourgeois maintiennent leur score de 2004 à 22%.<sup>6</sup>

En réalité, ce sont surtout les cas de la France et de la Finlande qui posent question puisque malgré leur présence dans l'opposition, leurs partis socio-démocrates ont fait des scores assez moyens de respectivement 16,48% et 17,5% contre 28,9% et 21,2% en 2004. En France, la baisse s'est faite essentiellement au bénéfice des Verts dont le score est quasiment équivalent (16,28% et le même nombre de députés que le PS soit 14). En Finlande, les Verts ont également augmenté leur score (12,4% en 2009 et 10,4% en 2004, obtenant 2 sièges au lieu d'un seul) ainsi que l'alliance des Chrétiens démocrates et des Vrais finlandais (extrême droite) qui réalisent 14% et obtiennent 2 sièges. Il faut noter cependant que cela n'augure pas nécessairement d'une débâcle à long terme, puisqu'en 2004, en France, c'était l'UMP qui avait obtenu le mauvais score de 16,64%.

En dehors de ces deux cas spécifiques, l'autre question pertinente est de savoir pourquoi dans les cas de partis de gouvernement, les citoyens ont plutôt sanctionné les socio-démocrates que les partis de droite. Dans le

<sup>6</sup> Dans les pays non cités, la Lettonie ne fournit pas de députés au PSE, Chypre a vu l'opposition de gauche remporter les élections européennes mais ses députés siègent dans le groupe de la GUE/NGL.

cas des coalitions, il est fort probable qu'il a été difficile pour ces partis de marquer une différence dans la gestion de la crise, qui pousserait aujourd'hui les citoyens à leur faire confiance pour en sortir de manière moins abrupte au plan social. En Allemagne, le fait que le SPD ait décidé de soutenir la reconduction de M. Barroso à la tête de la Commission ne les a sans doute pas aidé à souligner leur spécificité (position sur laquelle ils seraient semble-t-il prêt à revenir au vu de leur mauvais résultat). Dans les gouvernements majoritaires, on peut penser que les vraies victimes de la crise ont boudé les urnes tandis que la majorité de ceux qui se sont déplacés ont choisi une droite conservatrice « rassurante » en période de grande instabilité économique.

La fragmentation des élections européennes en scrutins nationaux demanderait bien sûr une analyse au cas par cas de ces résultats mais la conclusion de la mort de l'idéologie sociale-démocrate européenne paraît pour le moins hâtive. Il faut aussi rappeler que parmi les partis européens, le PSE, sous la houlette du danois Poul Rasmussen, se porte plutôt bien. Il a été un des premiers à publier son euromanifeste de campagne, qui a été rédigé au terme d'une vaste consultation de la société civile et contient le plus grand nombre d'idées concrètes. Le PSE n'est donc pas mal armé pour venir au chevet de ses partis membres malades. En réalité, le PSE a une longueur d'avance sur ses membres, qui ont très peu intégré le réflexe européen dans leur campagne.

L'analyse d'une victoire de la droite doit aussi nous amener à nous attarder sur le cas de la famille libérale, qui certes présente des visages très variés (par exemple entre les Libdem anglais et le FDP allemand) mais est un élément important du paysage de la droite européenne. De ce côté-là, parler d'un maintien du poids de 2004 est également plus pertinent que d'évoquer un renforcement. Comme l'a souligné Mme Neyts, la Présidente du parti européen des Libéraux Démocrates et Réformateurs elle-même, les gains (comme en Allemagne ou au Pays-Bas) et les pertes

(comme en Hongrie ou le Modem en France dont le parti démocrate européen est membre du groupe ALDE) se compensant, le groupe de l'Alliance des Libéraux et Démocrates européens se maintient (ils sont pour l'instant crédités de 80 sièges sur 736 au lieu de 100 sur 785). Comme elle a également eu la franchise de dire, dans la mesure où les libéraux ont été beaucoup blâmés pour leur responsabilité dans la crise financière, leur score est plutôt bon. Mais tout comme pour le PPE, il ne peut être considéré comme le reflet d'une déferlante de la droite sur le Parlement européen.

### 3. Environnement ou écologie ?

Fait marquant de ces élections européennes, le score remarquable des Verts européens mérite que l'on s'y attarde. A l'heure actuelle, le groupe des Verts et de l'Alliance libre européenne (partis régionalistes) est le seul à réellement prendre de l'ampleur au sein du Parlement européen puisqu'il passe de 43 membres sur 785 à 53 membres sur 736, dont 46 ou 47 verts (doute actuel sur un élu espagnol).

On peut distinguer trois catégories de résultats au sein des Verts. Il y a, tout d'abord, ceux qui ont réalisé un bond impressionnant par rapport à 2004. C'est le cas de la Wallonie en Belgique (Ecolo a fait presque 23% contre 9,84 en 2004, les Verts flamands ont fait 8% comme en 2004, ce qui leur donne 3 sièges au total, soit un de plus qu'en 2004), en France (16,28%, 14 sièges contre 7,7% et 7 sièges en 2004), au Danemark (16,1%, 2 sièges contre 7,9% et 1 siège en 2004) et en Suède (10,9%, 2 sièges contre 6% et 1 siège en 2004). On trouve, ensuite, ceux qui ont soit maintenu leur bon score de 2004 soit augmenté un peu par rapport à celui-ci. C'est le cas en Allemagne (12,1%, 14 sièges contre 11,9 et 13 sièges en 2004), au Luxembourg (16,84%, 1 siège contre 15,04 et 1 siège en 2004), aux Pays-Bas (8,9%, 3 sièges, contre 7,4 et 2 sièges en 2004), en Finlande

(12,3%, 2 sièges contre 10,4% et 1 siège en 2004), au Royaume Uni (les Verts d'Angleterre et du Pays de Galles ont fait 8,7% et ont obtenu 2 sièges contre 6,3% et 2 sièges en 2004), en Autriche (10% au lieu de 12,9 en 2004 mais ils maintiennent 2 sièges).

Un 3<sup>e</sup> groupe est constitué de partis verts qui étaient quasiment inexistantes en 2004 et qui ont fait une percée en 2009. C'est le cas surtout en Grèce, où leur score de 3,4% (contre 0,7% en 2004) leur vaut un siège. Deux percées timides en Pologne (2,4% contre 0,27% en 2004) et en Hongrie (2,6% contre 0% en 2004), même si elles ne s'accompagnent pas de l'obtention de sièges sont à mentionner car, à côté des partis existants en République tchèque (2% contre 3,16% en 2004), en Estonie (3% contre 2,3% en 2004), en Slovaquie (2,11% contre 16,8% en coalition en 2004) et en Slovénie (1,9% contre 2,29% en 2004), les partis polonais et hongrois viennent renforcer le paysage vert de l'Europe centrale et orientale, très démunie à l'heure actuelle, ce qui constitue un handicap pour le groupe des Verts dans l'Europe élargie.

Les analyses à chaud ont, à juste titre, expliqué ce succès comme le reflet des préoccupations environnementales des citoyens. L'accent mis sur la prise de conscience environnementale a même conduit en France et en Wallonie à incriminer la programmation télévisée à la veille des élections du film « Home » d'Arthur-Bertrand que 9 millions de téléspectateurs ont regardé sur France2. Cette exagération montre une fois encore à quel point il est important de prendre du recul par rapport à ces premières réactions.

Tout d'abord, cette prise de conscience sur les enjeux environnementaux précède de plusieurs années les élections de 2009. Les enquêtes Eurobaromètres soulignent en effet depuis un certain temps que l'environnement est placé parmi les premières préoccupations des citoyens et aussi parmi les priorités d'action pour l'Union européenne. On peut aussi voir dans ce vote pour les Verts un « retour à l'original » après avoir testé

les ambitions environnementales des autres partis, puisque pratiquement tous ont aujourd'hui intégré cette dimension.

Mais le vote 2009 pour les Verts européens doit sans doute avant tout être vu comme un vote pour l'écologie politique, qui est plus que strictement environnemental. Les citoyens semblent plutôt sensibles à la notion de développement durable et en particulier à deux de ces dimensions, à savoir d'une part l'héritage que les générations actuelles laisseront aux générations futures et d'autre part l'équilibre à trouver entre objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Le message des citoyens qui ont fait ce choix est peut-être que, si de toute façon l'UE est amenée à souffrir du fait de la crise, ils préféreraient que cette traversée du désert serve à réaliser la transition vers une économie durable.

Enfin – et c'est peut-être là le facteur le plus déterminant – les Verts ont été récompensés pour la constance de leur engagement européen et la relative cohérence de leur parti au niveau transnational. Les électeurs sont de moins en moins dupes et souhaitent qu'on leur parle d'Europe lors d'une campagne pour les élections européennes. Cette exigence s'est exprimée très clairement en France, où le PS et le Modem ont été sanctionnés pour avoir consacré une bonne part de leurs interventions à des attaques contre le gouvernement tandis que les Verts se plaçaient plus clairement sur le terrain européen.

#### 4. Euroscepticisme ou extrême droite?

Le paysage de l'euroscepticisme de droite<sup>7</sup> au Parlement européen est sans doute celui qui connaîtra la plus grande transformation entre les législatures 2004-2009 et celle à venir. S'il faut cependant à nouveau, dans un premier temps, nuancer les propos qui annoncent une montée fulgurante de l'euroscepticisme, il est très important de rester vigilant par rapport à la montée ou l'arrivée de certains partis d'extrême droite qui viennent mêler au discours eurosceptique des considérations de type populiste et xénophobe, y compris islamophobe. Cela ne présage en effet rien de bon pour la sérénité du débat qui devra entourer des questions importantes comme celle de la perspective d'adhésion de la Turquie.

Au titre de nuances à l'analyse catastrophiste, il faut mettre en exergue deux phénomènes. Tout d'abord, il convient de souligner l'échec du Mouvement souverainiste Libertas, qui avait l'ambition d'être le rassembleur des opposants au Traité de Lisbonne et qui a présenté des listes notamment en France, en Espagne, en Italie, en Pologne, en Grande-Bretagne, en Irlande, en Lettonie et en République tchèque. La campagne de Libertas n'aura même pas permis à son fondateur, le milliardaire irlandais Declan Ganley, d'obtenir un siège. Les partis qui se sont présentés sous la bannière Libertas ont aussi subi des pertes importantes par rapport à leur score de 2004. C'est le cas, par exemple, du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers, (4,6% et 1 siège contre 8,84%, 3 sièges) ou – mais dans une moindre mesure puisque ces partis avaient déjà été marginalisés par la montée du PiS lors des législatives – d'anciens députés de la Ligue des Familles et de Samoobrona en Pologne (Libertas a réalisé 1,14% et 0 siège contre 15,92%, 10 sièges pour la Ligue et 10 ,78%, 6 sièges pour

<sup>7</sup> L'euroscepticisme à l'extrême gauche ne connaît pas de véritable révolution, alors qu'on aurait pu penser que la crise aurait été un terrain propice à la montée de partis anticapitalistes. Le Groupe Confédéral de la Gauche Unitaire Européen/Gauche Verte Nordique se maintient plus ou moins, étant crédité de 32 députés sur 736 (soit 4,35 % contre 41 députés sur 785 soit 5,2%).

Samoobrona en 2004, dont la liste qui s'est maintenue à côté de Libertas ne fait par ailleurs que 1,46%).

Le second phénomène concerne d'anciens partis ou mouvements eurosceptiques qui semblent avoir du mal à trouver leur second souffle. C'est le cas par exemple du Front national en France (6,3% et 3 sièges en 2009 contre 9,81 et 7 sièges en 2004) ou du Mouvement June au Danemark, né du rejet du Traité de Maastricht, qui, avec 2,3 % des voix (contre 9,1% et 1 siège en 2004) perd le siège qu'occupait depuis longtemps son fondateur Jens-Peter Bonde (qui avait déjà laissé son siège en mai 2008 à la Présidente du Mouvement). En France, le score en baisse du FN (et du MPF au sein de Libertas) peut s'expliquer par la stratégie de l'UMP d'intégrer certaines préoccupations de l'extrême droite. En Italie, l'Alliance nationale est sorti du giron de l'extrême droite pour in fine fusionner avec Forza Italia.

Au-delà de ces deux constats, le paysage eurosceptique de droite est susceptible de se recomposer pour essentiellement trois raisons. Tout d'abord, les deux groupes actuels, l'Union pour l'Europe des Nations (UEN) et Indépendance et Démocratie (IND/DEM) qui, avec les Non-Inscrits, composent le paysage d'aujourd'hui vont être affectés par des mouvements annoncés avant ou pendant les élections et les résultats de celles-ci. Pour ce qui concerne l'UEN, la fusion entre Forza Italia et l'Alliance Nationale entraînera le départ de cette dernière de l'UEN vers le PPE tandis que le Fianna Fail irlandais en sortirait pour rejoindre l'ALDE. L'UEN subira également des pertes côté polonais du fait du mauvais score de la Ligue des Familles et du départ probable du Parti Droit et Justice qui s'allierait avec les Conservateurs. Même si l'UEN devrait bénéficier par ailleurs du bon score de la Ligue du Nord italienne qui l'a rejoint au cours de la dernière législature (10,22% et 9 sièges, contre 5% et 4 sièges en 2004) et du Folkeparti danois (14,8% et 2 sièges contre 6,8% et 1 siège en 2004), l'avenir du groupe est incertain. Quant à IND/DEM, il devrait bénéfi-

cier du bon score d'UKIP qui fait le deuxième meilleur résultat au Royaume Uni (16,5% et 13 sièges contre 16,1% et 12 sièges), mais souffrir d'une perte d'effectifs côté MPF et Mouvement June. Il pourrait avoir du mal à remplir les nouvelles conditions de création d'un groupe politique au sein du PE. Décidées en juillet 2008, les nouvelles règles imposent de réunir au minimum 25 députés issus d'au moins 7 pays (contre 20 députés issus de 6 pays différents à l'heure actuelle).

Deuxième élément de la recomposition : l'annonce par les Conservateurs britanniques, qui étaient jusqu'ici alliés avec le PPE sous la bannière des Démocrates Européens, d'un rapprochement avec le Parti Démocratique Civique tchèque fondé par Václav Klaus (ODS) et le Parti Droit et Justice des frères Kaczynski, vient bouleverser le jeu. Bien que critiqué au sein même de son parti pour cette décision, Cameron semble déterminé à créer une force politique dont l'objectif premier serait de freiner le mouvement d'intégration européenne. Les nouvelles règles de composition des groupes politiques obligeront ces trois partis à élargir leur alliance.

Enfin, troisième facteur de changement : la montée de certains partis d'extrême droite, dont le positionnement n'est pas toujours bien identifié à l'heure actuelle. Le cas du Parti de la liberté (PPV) néerlandais de Geert Wilders (17% et 4 sièges, 2e meilleur score après l'Appel Chrétien Démocrate du Premier ministre Jan Peter Balkenende) est le plus indéterminé. En effet, malgré son positionnement populiste et islamophobe, il ne serait pas prêt à siéger avec l'extrême droite. Le Parti de la Grande Roumanie (PRM, 8,65% et 3 sièges) a quant à lui déjà voulu rejoindre le PPE sans succès. Parmi les autres partis d'extrême droite ayant fait un bon score, outre le maintien du Vlaams Belang en Belgique et la montée du Folkeparti danois et des Vrais Finlandais déjà mentionnée, il faut souligner la percée du parti Jobbik hongrois (14,77% et 3 sièges), du BNP britannique (6,04% et 2 sièges), du parti nationaliste slovaque (SNS, 5,56% et 1 siège) et le renforcement du FPÖ autrichien (12,78 % et 2 sièges contre



6,3% et 1 siège en 2004 - couplée avec le bon score de la liste de Hans-Peter Martin 17,74% il signe la victoire de l'euroscepticisme en Autriche). Le parti Ataka en Bulgarie perd du terrain mais reste une force importante (11,96% et 2 sièges contre 14,2% et 3 sièges en 2004).

Des tractations ont eu lieu avant les élections pour que se recompose un groupe d'extrême droite sur la même ligne que le groupe Indépendance, Tradition et Souveraineté qui a existé pendant quelques temps en 2007 et a disparu suite au départ de 5 députés du Parti de la Grande Roumanie vexés par des propos d'Alessandra Mussolini. Le groupe ITS réunissait, outre le PRM, le Front National, Ataka, le Vlaams Belang, le FPÖ, Alternativa Sociala d'Alessandra Mussolini et Fiamma Tricolore ainsi qu'un indépendant britannique, ancien membre de UKIP. Il semblerait, que sous la houlette du FN, déjà proche du PRM, des contacts ont eu lieu avec le BNP britannique, Ataka et le FPÖ.

## **5. Exigence et réticence : radicalisation d'un clivage ?**

Quelle que soit la recomposition du paysage eurosceptique de droite, son poids au sein de la future assemblée sera important puisqu'il comptera une bonne centaine de députés. Parallèlement, le succès des Verts est la démonstration de la prime accordée aux partis qui parlent d'Europe et donnent la priorité au niveau européen pour développer les politiques qu'ils préconisent. Un clivage assez profond semble donc s'installer au sein de ceux qui se déplacent pour voter lors des élections européennes. Les européens convaincus (ou presque) sont aujourd'hui exigeants quant à leur représentation à Bruxelles : ils n'acceptent plus que l'action européenne soit prise en otage par les querelles nationales et qu'il y ait un décalage entre discours et réalité des actes. De l'autre, les opposants à l'intégration européenne voient leur position se renforcer et cela pour deux raisons. Une première liée à la montée des partis d'extrême droite qui ins-

trumentalisent l'euroscepticisme dans une démarche xénophobe plus large. Une seconde explication serait l'exploitation par les eurosceptiques du discours sur le caractère non démocratique de l'UE, qui a un certain écho notamment auprès de ceux qui n'ont pas compris pourquoi les rejets du Traité constitutionnel et du Traité de Lisbonne lors des référendums ont été, selon eux, « contournés ».

Il faut donc s'attendre à une prochaine législature où les positions se radicalisent quant à la perspective de l'intégration politique de l'UE. Aux côtés de la recomposition des majorités idéologiques – il ne serait pas improbable, par exemple, que les Libéraux se rapprochent du PPE et le PSE des Verts, rendant moins systématique le choix de la grande coalition PPE-PSE - cette cristallisation du débat sur la nature et la perspective politique de l'Union serait sans doute bienvenue. Elle attirera les médias qui aiment la polémique vers le Parlement européen, rendra les options politiques défendues par celui-ci plus lisibles pour le citoyen et permettra peut-être de mettre au grand jour des divergences fondamentales entre forces politiques et Etats membres qui, trop souvent mises sous le boisseau, contribuent à l'immobilisme récurrent des institutions européennes.